
CONSEIL DES MINISTRES

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A REUNI

LE CONSEIL DES MINISTRES

AU PALAIS DE L'ÉLYSÉE

LE MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010

A L'ISSUE DU CONSEIL, LE SERVICE DE PRESSE
DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
A DIFFUSÉ LE COMMUNIQUÉ SUIVANT :

DECRETS

Attributions des ministres

ACCORDS INTERNATIONAUX ET AUTRES TEXTES

COMMUNICATIONS

Le sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord

L'administration électronique

Le bilan de la grande cause nationale 2010 sur la lutte contre les
violences faites aux femmes

MESURES D'ORDRE INDIVIDUEL

DECRETS

ATTRIBUTIONS DES MINISTRES

Le Premier ministre a présenté les décrets définissant ou modifiant les attributions des membres du Gouvernement suivants :

- le ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines du développement durable et de l'environnement, du climat et de la sécurité industrielle. A ce titre, il élabore et met en œuvre, conjointement avec le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la politique en matière de sûreté nucléaire.

Il est responsable, en lien avec le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, de la préparation et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'énergies renouvelables, du développement et de la promotion des technologies vertes et de la diminution de la consommation énergétique.

Il élabore et met en œuvre la politique de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique. Il promeut une gestion durable des ressources rares. Il est en charge des négociations européennes et internationales sur le climat, en concertation avec le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes.

Il est également compétent en matière de transports et de leurs infrastructures, d'équipement, de logement et de lutte contre la précarité et l'exclusion, de construction, d'urbanisme et d'aménagement foncier.

Il est chargé du domaine de la mer, à l'exception de la pêche, des cultures marines et de la construction et de la réparation navales.

- le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement en matière de sécurité intérieure, de libertés publiques, d'administration territoriale de l'Etat, d'outre-mer et de collectivités territoriales. Il est compétent en matière de sécurité routière. Il est chargé de l'organisation des scrutins.

Il est également compétent en matière d'immigration, d'asile et d'intégration.

- le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement en matière économique, financière, de consommation et de répression des fraudes, ainsi que de commerce extérieur. A ce titre, il est compétent pour la préparation de la législation fiscale.

2.-

Il est également compétent en matière d'industrie, d'énergie et de matières premières, de postes et communications électroniques et de tourisme. Il prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement concernant les petites et moyennes entreprises, le commerce et l'artisanat ainsi que les professions libérales.

- le ministre du travail, de l'emploi et de la santé prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement dans les domaines du travail, des relations sociales, de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Il est également compétent en matière de santé publique et d'organisation du système de soins.

Sous réserve des compétences du ministre des solidarités et de la cohésion sociale et du ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, il prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de la protection sociale.

- le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement en faveur de l'accès de chacun aux savoirs et du développement de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et secondaire.

Il est également chargé de la politique en faveur de la jeunesse et du développement de la vie associative.

- le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement en matière budgétaire et fiscale, ainsi que dans les domaines de la fonction publique et de la modernisation de l'Etat.

Il est responsable de l'ensemble des comptes publics et de la stratégie pluriannuelle en la matière.

- le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement pour le développement de l'enseignement supérieur. Il propose, et en liaison avec les autres ministres intéressés, met en oeuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de la recherche et de la technologie. Il est compétent en matière de politique de l'espace.

- le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de l'agriculture, des affaires rurales, de la pêche maritime et des cultures marines, de la forêt et du bois.

.../...

3.-

Il prépare et met en oeuvre la politique de l'alimentation en lien avec les ministres chargés de la consommation et de la santé.

Il est également compétent en matière d'aménagement et de développement du territoire.

- le ministre de la culture et de la communication conduit la politique de sauvegarde, de protection et de mise en valeur du patrimoine culturel. Il favorise le développement des pratiques et des enseignements artistiques.

Il définit la politique du Gouvernement relative aux arts du spectacle vivant et aux arts plastiques. Il prépare et met en oeuvre les actions qui concourent à la diffusion, à l'emploi et à l'enrichissement de la langue française, ainsi qu'à la préservation et à la valorisation des langues de France.

Il prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement dans le domaine des médias. Il est responsable de la politique de l'architecture.

- le ministre des solidarités et de la cohésion sociale prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de l'action sociale et celle relative à la famille, à l'enfance, aux personnes âgées et aux personnes handicapées, aux droits des femmes, à la parité et à l'égalité professionnelle.

Il prépare et met en oeuvre des programmes de lutte contre la pauvreté. Il veille à la mise en oeuvre du revenu de solidarité active.

Il est compétent en matière de professions sociales. Il est chargé des questions relatives aux rapatriés.

Sous réserve des compétences du ministre du travail, de l'emploi et de la santé et du ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, il prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de la protection sociale.

- le ministre de la ville prépare et met en oeuvre la politique de la ville. Il prépare les orientations stratégiques du Gouvernement pour le développement économique durable de la région capitale et met en oeuvre le projet du Grand Paris et les projets d'investissement d'intérêt national qui y concourent.

- le ministre des sports prépare et met en oeuvre la politique du Gouvernement relative aux activités physiques et sportives et à la pratique des sports.

ACCORDS INTERNATIONAUX ET AUTRES TEXTES

Le conseil des ministres a également examiné les textes suivants :

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan (ministère des affaires étrangères et européennes).

La relation avec le Kazakhstan en matière de défense et de sécurité connaît un développement significatif, qui s'est traduit par l'élaboration et la signature récente d'un nombre important de textes. Le présent accord a été signé le 6 octobre 2009. Il a pour objet d'établir et de développer une coopération entre les Parties dans le domaine militaire et couvre notamment la formation des personnels, la coopération en matière d'armement et l'organisation d'exercices conjoints.

- Ordonnance portant adaptation pour les investissements réalisés dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif (ministère de l'économie, des finances et de l'industrie).

Cette ordonnance, prise sur le fondement de la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer, adapte, pour les investissements réalisés en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, les modalités d'application du régime de réduction d'impôt sur le revenu dit « Scellier » en faveur de l'investissement locatif. Pour ces investissements, la durée minimale d'engagement de location est ramenée de neuf à cinq ans ; corrélativement, la période de répartition de la réduction d'impôt est ramenée à cinq années, à raison d'un cinquième de son montant chaque année.

Le ministre d'Etat, ministre de la défense et des anciens combattants a présenté une communication relative au sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui s'est tenu à Lisbonne, les 19 et 20 novembre.

Sur l'Afghanistan, les Alliés se sont prononcés en faveur d'un transfert progressif des responsabilités aux Afghans, à partir de 2011. Ils ont réaffirmé leur unité et leur détermination à poursuivre leur action dans ce pays aussi longtemps que nécessaire, en particulier pour continuer à l'aider à se doter des capacités qui lui permettront d'assurer sa propre sécurité lorsque les forces de la coalition se retireront.

Les Alliés ont également adopté un nouveau « concept stratégique ». Ce texte, qui tourne définitivement la page de la guerre froide, prend en compte les principales évolutions qui ont affecté l'Alliance et son environnement stratégique depuis dix ans. Il permet à l'Alliance de s'adapter à ces nouveaux défis tout en se réformant en profondeur, comme la France l'avait souhaité en reprenant, il y a un an, toute sa place dans les structures de l'OTAN.

Le nouveau concept stratégique réaffirme que la défense collective constitue la mission première de l'OTAN, prend en compte de nouvelles menaces, telles que les cyber-attaques, maintient une posture nucléaire robuste et décide du développement d'une défense anti-missile concourant au renforcement de la dissuasion, sans se substituer à celle-ci.

Le nouveau concept stratégique met par ailleurs en valeur le partenariat stratégique avec l'Union européenne, dont l'affirmation comme acteur global renforce l'Alliance atlantique.

Enfin, les Alliés ont lors d'une réunion conjointe avec le Président russe, M. Medvedev, relancé au plus haut niveau la relation entre l'OTAN et la Russie, en l'inscrivant dans une coopération concrète sur l'Afghanistan et la défense anti-missile.

Le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, a présenté une communication relative à l'administration électronique.

Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, le Gouvernement a engagé depuis 2007 un plan d'action pour améliorer la qualité des services publics et développer l'administration électronique.

De premiers résultats significatifs ont été obtenus : pour la première fois cette année, le seuil des 10 millions de contribuables ayant télé-déclaré leur impôt sur le revenu a été dépassé ; la quasi-totalité des formulaires administratifs a été dématérialisée et mise à disposition sur service-public.fr, permettant 1,2 million de téléchargements de formulaires par mois ; les remboursements de soins sont dématérialisés à près de 84% grâce à la généralisation de la carte Vitale, ce qui représente plus d'un milliard de feuilles de soin transmises de cette manière.

Afin de renforcer cette dynamique, le Gouvernement s'est appuyé sur les propositions faites en février dernier par le député Franck RIESTER.

Il a décidé de simplifier le paysage numérique de l'Etat pour lui assurer une meilleure lisibilité. Le nombre des sites Internet des administrations centrales sera divisé par dix en deux ans. D'ici 2012, l'ensemble des informations et des services de l'administration sera regroupé dans une soixantaine de sites.

Le Gouvernement a également décidé d'accélérer le développement de services personnalisés. D'ici début 2012, le compte de « mon.service-public.fr » sera étendu au compte fiscal et à Pôle emploi, permettant aux Français de se connecter avec un même authentifiant à l'ensemble des principaux services en ligne de l'administration

Les usagers pourront donner leur appréciation sur les sites Internet publics grâce à un dispositif commun et permanent d'évaluation qui sera testé dès janvier prochain, avant d'être généralisé en 2011.

Enfin, un portail unique des données publiques, intitulé « Etalab », sera créé. Il favorisera la réutilisation des données publiques par des acteurs privés. Un directeur de projet sera prochainement nommé afin de piloter la mise en ligne de ce portail d'accès aux données publiques d'ici fin 2011.

La ministre des solidarités et de la cohésion sociale a présenté un bilan de la grande cause nationale 2010, consacrée cette année à la lutte contre les violences faites aux femmes.

140 femmes sont décédées sous les coups de leur compagnon en 2009 (contre 157 en 2008).

Depuis 2007, le Gouvernement s'est fortement mobilisé pour combattre ce phénomène. Le plan de lutte 2008-2010 a notamment permis de mettre en place dans 36 départements un « référent violence » et d'expérimenter la mise en place de familles d'accueil pour des femmes victimes de violences.

En 2010, le Gouvernement a agi dans trois directions :

1. la sensibilisation du grand public, en faisant mieux connaître le numéro d'écoute national, unique et anonyme « violences conjugales info » (39-19), qui traite 80 000 appels par an. En 2010, son champ d'action a été étendu à toutes les formes de violences envers les femmes : mutilations sexuelles, mariages forcés, viols et agressions sexuelles... Par ailleurs, le site « www.stop-violences-femmes.gouv.fr » a été intégralement refondu pour permettre aux victimes d'identifier rapidement les structures de prise en charge les plus proches de leur domicile ;

2. une meilleure protection des enfants, grâce aux mesures, prévues par la loi du 9 juillet 2010, qui permettent d'agir sur l'exercice de l'autorité parentale, la jouissance du domicile conjugal et la contribution aux charges du ménage ; une campagne de sensibilisation spécifique a aussi été lancée ;

3. un renforcement important de la protection des victimes : la loi du 9 juillet 2010 a prévu la possibilité de recourir à un dispositif de surveillance électronique pour s'assurer de l'effectivité de l'éloignement de l'auteur de violences au sein du couple ; elle a institué le délit de violences psychologiques et l'ordonnance de protection des victimes qui permet l'éviction du compagnon violent du domicile familial.

Le Gouvernement proposera, d'ici la fin de cette année, un troisième plan de lutte contre les violences faites aux femmes (2011-2013).

**MESURES D'ORDRE
INDIVIDUEL**

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition de la ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes :

- il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de la République populaire de Chine exercées par **M. Hervé LADSOUS**, ministre plénipotentiaire hors classe, à compter du 28 novembre 2010.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

- **M. Bernard NIQUET**, préfet, est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

Sur proposition du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration :

- **M. Jean-François CARENCO**, préfet hors cadre (hors classe), est nommé préfet de la région Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (hors classe) ;

- **M. Bernard NIQUET**, préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle (hors classe), est nommé préfet hors cadre (hors classe) ;

- **M. Christian GALLIARD de LAVERNEE**, préfet de la région Bourgogne, préfet de la Côte d'Or (hors classe), est nommé préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle (hors classe) ;

- **Mme Anne BOQUET**, préfète des Yvelines (hors classe), est nommée préfète de la région Bourgogne, préfète de la Côte d'Or (hors classe) ;

- **M. Michel JAU**, préfet hors cadre, est nommé préfet des Yvelines (hors classe) ;

- **M. Christian DECHARRIERE**, préfet hors cadre, est nommé préfet de la région Franche Comté, préfet du Doubs (hors classe) ;

- **M. Philippe REY**, préfet des Pyrénées-Atlantiques, est nommé préfet hors cadre ;

- **M. François-Xavier CECCALDI**, préfet de la Drôme, est nommé préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

- **M. Pierre-André DURAND**, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Drôme ;

2.-

- **M. Marc BURG**, sous-préfet de Valenciennes (1ère catégorie), comme préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la région Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

- **Mme Marie-Josèphe PERDEREAU**, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches du Rhône, est nommée préfète hors cadre ;

- **M. Raphaël LE MEHAUTE**, premier conseiller du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, détaché comme sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin (1ère catégorie), comme préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches du Rhône.